

§ 2. Deze vaten voor afval van klasse 2 vermelden de naam, het adres en het telefoonnummer van de medische instelling of van het medisch kabinet of elk ander middel dat een soortgelijke opspoorbaarheid toelaat.

§ 3. De kunststofvaten voor eenmalig gebruik, met een maximuminhoud van 10 liter, zijn voorzien van het logo van de afvalstoffen van klasse B2 zoals bedoeld in de bijlage. Het vat, waarin dergelijke vaten van maximum 10 liter opgeslagen worden, wordt geëtiketteerd op de wijze omschreven in de §§ 1 en 2.

Art. 26. Dit besluit is van toepassing op de bestaande inrichtingen zodra het in werking treedt.

In afwijking van het eerste lid :

1. is artikel 3 niet van toepassing op de bestaande inrichtingen;
2. is artikel 21 uiterlijk een jaar na de datum van inwerkingtreding van dit besluit van toepassing op de bestaande inrichtingen.

Art. 27. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 december 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

BIJLAGE

Logo van de afvalstoffen van klasse B2



Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de hergroepering en de sortering van afval van klasse B2 en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 14 november 2007 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de tijdelijke opslag van afval van klasse B2.

Namen, 5 december 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 36

[2008/204831]

5 DECEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de regroupement ou de tri de déchets de classe B2

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu l'avis 44.285 du Conseil d'Etat, donné le 14 avril 2008 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que les prescriptions de l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, qui, à l'origine, ont été prises en exécution de l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, aujourd'hui abrogée, trouvent désormais leur fondement légal dans les dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement qui habilite le Gouvernement à arrêter des conditions générales au sens du chapitre I^{er}, section III, de ce décret;

Considérant qu'en vertu de l'article 5, § 2, alinéa 3, du décret du 11 mars 1999, le Gouvernement ne peut, lorsqu'il arrête des conditions sectorielles, s'écarter des conditions générales, qu'à la condition de motiver cette dérogation;

Considérant, à l'heure actuelle, que l'arrêté royal du 3 août 1976 est pour partie désuet; qu'en effet, certaines de ces dispositions ont été reprises par le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau (chapitre VI. - Règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires) pour les eaux usées domestiques et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Considérant que certains paramètres visés par l'arrêté royal du 3 août 1976 ne sont aujourd'hui plus pertinents, ne sont pas applicables à l'ensemble des secteurs d'activité, ou font référence à des méthodes d'analyse aujourd'hui interdites dont notamment :

- le test de putréfaction au bleu de méthylène, paramètre abandonné;
- les hydrocarbures extractibles au tétrachlorure de carbone, dont l'analyse est aujourd'hui interdite et remplacée par une nouvelle méthode;

Considérant, enfin, que la non-application de l'arrêté royal du 3 août 1976 permet de limiter le nombre de textes réglementaires applicables à un établissement, répondant ainsi à la volonté du Gouvernement wallon d'adopter un programme de rationalisation et de simplification administrative;

Considérant que le projet d'arrêté a été communiqué à la Commission européenne conformément à l'article 2 de la Directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information; que celle-ci n'a émis aucune observation;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définition*

Article 1^{er}. Les présentes conditions sectorielles s'appliquent aux installations de regroupement ou de tri de déchets de classe B2 tels que définis à l'article 1^{er}, 6^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets d'activités hospitalières et de soins de santé lorsque la capacité de stockage est supérieure ou égale à 250 kg visées par la rubrique 90.21.02.02 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 2. Aux fins du présent arrêté, on entend par établissement existant, l'établissement dûment autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. L'établissement dont la demande de permis a été introduite avant l'entrée en vigueur du présent arrêté est assimilé à un établissement existant. La transformation ou l'extension d'un établissement que l'exploitant a, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, consignée dans le registre prévu par l'article 10, § 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est assimilée à un établissement existant.

CHAPITRE II. — *Implantation et construction*

Art. 3. L'établissement ne peut être implanté :

- à moins de 10 mètres d'une eau de surface, d'un piézomètre, d'un point d'entrée d'égout public;
- dans une zone de prise d'eau telle que visée par les articles R.147, R.157, 159, § 1^{er}, 1^o et R.160 du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau;
- dans une zone de prévention telle que visée par les articles R.159, § 1^{er}, 1^o et R.160 du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau.

Art. 4. L'établissement est entouré d'une clôture d'une hauteur minimale de deux mètres en vue d'empêcher l'accès aux personnes extérieures au site et aux véhicules en dehors des heures d'ouverture.

D'autres moyens matériels, solides et placés à demeure, peuvent être utilisés pour autant qu'ils assurent un degré de protection et de sécurité équivalent à celui dudit grillage. Une approche aisée des véhicules du service régional d'incendie vers l'établissement à partir de la voie publique est assurée.

Art. 5. A l'entrée de l'établissement, il est indiqué de manière lisible les heures et les jours d'ouverture pour l'acceptation des déchets.

Art. 6. Les jours et l'horaire d'acceptation des déchets sont fixés dans les conditions particulières.

Art. 7. Les déchets de classe B2 sont entreposés sur une aire de stockage réservée à cet usage. Le public et les personnes non autorisées par l'exploitant ne peuvent avoir accès aux déchets de classe B2.

Art. 8. L'établissement comporte un local couvert et fermé comprenant une aire de stockage des déchets de classe B2.

Cette aire de stockage répond aux exigences suivantes :

- être facile à nettoyer, à désinfecter et à aérer efficacement;
- avoir un sol ou un plancher, ainsi que des murs ou des parois, étanches aux liquides, résistants aux produits dégraissants, suffisamment planes et faciles à nettoyer;
- avoir une citerne de rétention de capacité suffisante, étanche et dépourvue de trop-plein de sorte qu'il n'y ait pas d'écoulement vers le milieu extérieur.

CHAPITRE III. — *Exploitation*

Art. 9. Aucune manipulation de déchets de classe B2, à l'exception de la manipulation de contenants, n'est effectuée dans le local où s'effectue le stockage.

Art. 10. Seuls sont admis dans l'installation de regroupement ou de tri, les déchets de classe B2 conditionnés dans des emballages marqués du numéro d'identification UN 3291 tel que prévu dans l'arrêté royal du 9 mars 2003 relatif au transport des marchandises dangereuses par route, à l'exception des matières explosibles et radioactives, et répondant aux conditions suivantes :

1° soit les déchets de classe B2 sont conditionnés dans un récipient rigide en plastique à usage unique. Ledit récipient est opaque et étanche, résistant aux déchirures et aux chocs en dépit de toutes les manipulations auxquelles il peut être soumis. Il ne fuit pas lorsqu'il est maintenu en position verticale, ferme hermétiquement et ne peut, une fois fermé, plus être ouvert sans être endommagé;

2° soit les déchets de classe B2 sont conditionnés dans un récipient en carton à usage unique, équipé d'un sac intérieur doté d'une soudure double, résistant aux déchirures, fermant bien, étanche aux fuites. Le récipient est adapté à la nature et au poids du contenu et résiste aux chocs;

3° soit les déchets de classe B2 sont conditionnés dans un conteneur de transport réutilisable, opaque et étanche, résistant aux déchirures et aux chocs en dépit de toutes les manipulations auxquelles il peut être soumis. Dans ce cas, les déchets de classe B2 auront été conditionnés préalablement dans un sac en plastique. Celui-ci est adapté à la nature et au poids du contenu.

Art. 11. Seuls sont admis dans l'installation de regroupement ou de tri, les objets piquants, coupants et tranchants conditionnés dans un récipient rigide, à usage unique, d'une contenance maximale de 60 litres, réalisé en plastique. Le récipient est opaque et résiste, en dépit de toutes les manipulations auxquelles il est soumis, aux coupures, aux piqûres, aux déchirures et aux chocs. Il ne fuit pas lorsqu'il est maintenu en position verticale, ferme hermétiquement et ne peut, une fois fermé, plus être ouvert sans être endommagé.

Art. 12. Seuls sont admis dans l'installation de regroupement ou de tri :

1° les récipients de déchets de classe B2 (récipient rigide en plastique, récipient en carton et sac en plastique placé dans un conteneur), à l'exception des récipients rigides en plastique à usage unique d'une contenance maximale de 10 litres, portant la mention "DECHETS DE CLASSE B2", accompagnée du logo de déchets de classe B2 tel que visé à l'annexe I^o. Cette mention est en caractères d'imprimerie noirs de minimum 2 centimètres de haut et résiste à l'eau. Elle est soit collée, soit imprimée, soit écrite en relief sur un fond jaune de format A4 au minimum.

Ces récipients de déchets de classe B2 mentionnent le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de l'institution médicale ou du cabinet médical ou tout autre moyen permettant une traçabilité identique;

2° les récipients rigides en plastique, à usage unique, d'une contenance maximale de 10 litres, accompagnés du logo des déchets de classe B2 tel que visé à l'annexe. Le récipient, dans lequel de tels récipients de 10 litres au maximum sont entreposés, est étiqueté de la façon décrite aux §§ 1^{er} et 2.

Art. 13. Il est interdit de compacter des déchets de classe B2.

Art. 14. La quantité maximale de déchets de classe B2 stockés sur le site est fixée par les conditions particulières.

Art. 15. La durée de stockage n'excède pas 24 heures. Cette durée peut être portée à une semaine si le local de stockage est refroidi à une température inférieure à 10 °C.

Art. 16. L'exploitant est tenu de disposer d'un plan de travail. Ce plan de travail comprend au moins :

1° les instructions nécessaires en vue d'assurer, en toutes circonstances, le bon fonctionnement de l'établissement, dans le respect des dispositions en matière de déchets ainsi que des présentes conditions;

2° les instructions nécessaires en vue d'assurer en permanence la propreté de l'établissement;

3° les instructions destinées au personnel en cas d'incendie ou d'accident;

4° l'organisation de la réception des lots de déchets;

5° l'organisation de l'évacuation des déchets.

Art. 17. Les opérations de regroupement et de tri des déchets de classe B2 ne sont autorisées qu'en présence et sous la surveillance d'un préposé disposant de toutes les instructions requises prévues dans le plan de travail visé à l'article 16.

Art. 18. Dès qu'il est constaté un épanchement d'un déchet de classe B2, il est procédé au nettoyage. Les résidus de nettoyage ne peuvent être rejetés directement dans le sous-sol, dans un égout public ou dans une eau de surface.

CHAPITRE IV. — *Prévention des accidents et incendies*

Art. 19. Les aires de stockage sont conçues et réalisées de manière à :

1° prévenir les accidents lors des opérations de stockage et de chargement des véhicules;

2° éviter la dispersion des déchets;

3° limiter adéquatement les inconvénients, pour le voisinage, qui pourraient résulter de l'existence et de l'exploitation de ce dépôt.

Art. 20. Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modification des lieux et/ou des circonstances d'exploitation susceptibles de modifier les risques d'incendie ou de sa propagation, l'exploitant informe le service d'incendie territorialement compétent sur les mesures prises et les équipements mis en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

CHAPITRE V. — *Eau*

Art. 21. Les conditions particulières fixent les conditions de déversement des eaux usées.

CHAPITRE VI. — *Sûreté*

Art. 22. La sûreté visée à l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est exigée. Son montant est fixé par les conditions particulières.

CHAPITRE VII. — *Contrôle et auto-surveillance*

Art. 23. L'exploitant tient à jour un registre tel que défini par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets dangereux.

Art. 24. Le registre est conservé au siège d'exploitation. Il est tenu en permanence à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance et conservé pendant au moins cinq ans après la date d'émission du document.

Art. 25. Les eaux déversées sont évacuées en passant par un dispositif de contrôle répondant aux exigences suivantes :

- 1° permettre le prélèvement aisé d'échantillons des eaux déversées;
- 2° être facilement accessible sans formalité préalable;
- 3° être placé à un endroit offrant toute garantie quant à la quantité et la qualité des eaux.

Art. 26. Tout déversement accidentel en eau de surface est signalé au fonctionnaire chargé de la surveillance.

Tout déversement accidentel dans les égouts publics est signalé au fonctionnaire chargé de la surveillance et à l'organisme d'épuration agréé.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions transitoire et finale*

Art. 27. L'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales n'est plus applicable aux établissements visés par le présent arrêté.

Art. 28. Le présent arrêté s'applique aux établissements existants dès l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} :

1. l'article 3 ne s'applique pas aux établissements existants;
2. l'article 25 s'applique aux établissements existants au plus tard un an après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 29. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 5 décembre 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Annexe

Logo des déchets de classe B2



Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de regroupement ou de tri de déchets de classe B2.

Namur, le 5 décembre 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 36

[2008/204831]

5. DEZEMBER 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen betreffend die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung von Anfällen der Klasse B2

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 7, 8 und 9;

Aufgrund des am 14. April 2008 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 44.285 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass die Vorschriften des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser, die ursprünglich in Ausführung des Artikels 3, § 1 des jetzt aufgehobenen Gesetzes vom 26. März 1971 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung durchgeführt wurden, fortan ihre gesetzliche Grundlage in den Bestimmungen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung haben, die es der Regierung erlauben, allgemeine Bedingungen im Sinne von Kapitel I, Abschnitt III dieses Dekrets festzusetzen;

In der Erwägung, dass die Regierung, wenn sie sektorbezogene Bedingungen festsetzt, kraft Artikel 5 § 2 Absatz 3 des Dekrets vom 11. März 1999 nur dann von den allgemeinen Bedingungen abweichen kann, wenn diese Abweichung begründet wird;

In der Erwägung, dass der Königliche Erlass vom 3. August 1976 zur Zeit teilweise veraltet ist; dass manche dieser Bestimmungen in der Tat in Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet (Kapitel VI - Allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers), für das Haushaltsabwasser und in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe übernommen worden sind;

In der Erwägung, dass bestimmte im Königlichen Erlass vom 3. August 1976 erwähnte Parameter heute nicht mehr relevant sind, nicht auf die Gesamtheit der Tätigkeitsbereiche anwendbar sind oder sich auf Analysemethoden beziehen, die heute verboten sind, wie z.B.:

— der Putrefaktionstest mit Methylenblau, in Vergessenheit geratener Parameter;

— die mit Tetrachlorkohlenstoff extrahierbaren Kohlenwasserstoffe, deren Analyse heute verboten und durch eine neue Methode ersetzt ist;

In der Erwägung, dass die Nicht-Anwendung des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 es zuletzt möglich macht, die Anzahl der auf einen Betrieb anwendbaren Verordnungstexte zu begrenzen, wobei auf den Wunsch der Wallonischen Regierung, ein Programm zur Rationalisierung und zur administrativen Vereinfachung einzuleiten, eingegangen wird;

In Erwägung der Tatsache, dass der vorliegende Erlass der Europäischen Kommission mitgeteilt worden ist, in Übereinstimmung mit Artikel 2 der Richtlinie 98/34/EC des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Juni 1998 über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der Normen und technischen Vorschriften und der Vorschriften für die Dienste der Informationsgesellschaft; dass sie keine Bemerkung geäußert hat;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Anwendungsbereich und Definitionen

Artikel 1 - Die vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen sind auf die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung von Abfällen der Klasse B2 anwendbar, so wie sie in Artikel 1 6° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 über die Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege, wenn die Lagerkapazität mehr als 250 kg oder mehr beträgt, gemäß der Rubrik 90.21.02.02 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten bestimmt werden.

Art. 2 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses ist unter bereits bestehendem Betrieb den vor dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses ordnungsmäßig genehmigten Betrieb zu verstehen. Der Betrieb, dessen Genehmigungsantrag vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereicht worden ist, wird einem bereits bestehenden Betrieb gleichgestellt. Die Umwandlung oder Erweiterung eines Betriebs, die der Betreiber vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses in dem in Artikel 10 § 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Register eingetragen hat, wird einem bereits bestehenden Betrieb gleichgestellt.

KAPITEL II — Aufstellung und Bau

Art. 3 - Der Betrieb darf nicht:

— in einem Abstand von weniger als 10 Metern von einem Oberflächenwasser, einem Piezometer, einer Einlassstelle einer öffentlichen Kanalisation;

— in einer Wasserentnahmezone, wie sie in Artikeln R.147, R.157, 159 § 1 1° und R.160 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, erwähnt ist;

— in einer Präventivzone, wie sie in Artikeln R.159 § 1 1° und R.160 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, erwähnt ist; angesiedelt werden.

Art. 4 - Um den gesamten Betrieb herum läuft eine mindestens 2 Meter hohe Umzäunung, die den dem Standort fremden Personen und den Fahrzeugen den Zugang bzw. die Zufahrt außerhalb der Öffnungszeiten verbietet.

Andere stabile und fest installierte materielle Mittel können verwendet werden, dies insofern sie ein Schutz- und Sicherheitsniveau gewährleisten, das dem des oben erwähnten Zauns entspricht. Es wird dafür gesorgt, dass die Fahrzeuge des regionalen Feuerwehrdienstes leicht ab den öffentlichen Verkehrswegen zum Betrieb fahren können.

Art. 5 - Am Eingang des Betriebs werden die Öffnungstage und -zeiten für die Annahme der Abfälle gut lesbar angegeben.

Art. 6 - Die Tage und der Stundenplan für die Annahme der Abfälle werden in den Sonderbedingungen festgelegt.

Art. 7 - Die Abfälle der Klasse B2 werden auf einer Fläche gelagert, die eigens für diesen Zweck vorgesehen ist. Die Öffentlichkeit und die Personen, denen der Betreiber keine Erlaubnis gegeben hat, dürfen keinen Zugang zu den Abfällen der Klasse B2 haben.

Art. 8 - Der Betrieb umfasst einen bedeckten und geschlossenen Raum mit einer Fläche für die Lagerung der Abfälle der Klasse B2.

Diese Lagerfläche genügt den folgenden Anforderungen:

- leicht zu reinigen, zu desinfizieren und wirksam zu lüften sein;
- mit einem Boden oder einer Diele, sowie mit Mauern oder Wänden ausgestattet sein, die flüssigkeitsdicht, gegen entfettende Mittel beständig und ausreichend eben und leicht zu reinigen sind;
- der Tank, in dem die Abwässer gelagert werden, hat eine zureichende Kapazität, ist wasserdicht, und hat keinen Überlauf, so dass ein Abfließen in die Umwelt unmöglich ist.

KAPITEL III — *Betrieb*

Art. 9 - Keine Handhabung von Abfällen der Klasse B2, mit Ausnahme der Handhabung von Behältern, wird im Raum, in dem die Lagerung stattfindet, vorgenommen.

Art. 10 - In der Zusammenstellungs- oder Sortieranlage werden nur die Abfälle der Klasse B2, die sich in mit dem Zeichen UN Nr. 3291 versehenen Verpackungen befinden, wie es im Königlichen Erlass vom 9. März 2003 über die Beförderung gefährlicher Güter auf der Strasse, mit Ausnahme von explosionsfähigen und radioaktiven Stoffen, vorgesehen ist, und die den folgenden Anforderungen genügen, zugelassen:

1° entweder werden die Abfälle der Klasse B2 in einem harten Einwegbehälter aus Plastik gelagert. Dieser Behälter ist undurchsichtig und undurchlässig, reiß- und stoßfest trotz aller Handhabungen, denen er ausgesetzt werden kann. Er ist undurchlässig, wenn er in senkrechter Position gehalten wird, ist hermetisch geschlossen und kann, wenn er einmal verschlossen ist, nicht mehr geöffnet werden, ohne beschädigt zu werden;

2° oder werden die Abfälle der Klasse B2 in einem Einwegbehälter aus Pappe, der mit einem mit einer Doppelnaht versehenen, gut verschließbaren, reißfesten und undurchlässigen Einweginnensack ausgerüstet ist, gelagert. Der Behälter ist an die Art und das Gewicht des Inhalts angepasst und stoßfest;

3° oder werden die Abfälle der Klasse B2 in einem wiederverwendbaren Transportbehälter, der undurchsichtig und undurchlässig, reiß- und stoßfest ist trotz aller Handhabungen, denen er ausgesetzt sein kann. In diesem Fall werden die Abfälle der Klasse B2 vorher in einem Plastiksack gelagert. Dieser ist an die Art und das Gewicht des Inhalts angepasst.

Art. 11 - In der Zusammenstellungs- oder Sortieranlage werden nur die stechenden, schneidenden und scharfen Gegenstände, die in einem harten Einwegbehälter aus Plastik mit einem Fassungsvermögen von höchstens 60 Litern gelagert sind, zugelassen. Dieser Behälter ist undurchsichtig und ist trotz aller Handhabungen, denen er ausgesetzt sein kann, widerstandsfähig gegen Einschnitte, Stiche, Risse und Stöße. Er ist undurchlässig, wenn er in senkrechter Position gehalten wird, ist hermetisch geschlossen und kann, wenn er einmal verschlossen ist, nicht mehr geöffnet werden, ohne beschädigt zu werden.

Art. 12 - In der Zusammenstellungs- oder Sortieranlage wird nur folgende Behälter zugelassen:

1° die Behälter von Abfällen der Klasse B2 (steife Behälter aus Plastik, Behälter aus Pappe und in einem Container gelagerte Plastiksäcke), mit Ausnahme der steifen Einwegbehälter aus Plastik mit einem Fassungsvermögen von höchstens 10 Litern, die mit dem Vermerk "ABFÄLLE DER KLASSE B2" unter Beifügung des in der Anlage I erwähnten Logos der Abfälle der Klasse B2 versehen werden. Dieser Vermerk steht in mindestens 2 Zentimeter hohen schwarzen Druckbuchstaben und ist wasserbeständig. Er wird entweder auf einen gelben Untergrund, mindestens im Format A4, geklebt, gedruckt oder im Relief geschrieben.

Diese Behälter für Abfälle der Klasse B2 geben den Namen, die Anschrift und die Telefonnummer der medizinischen Einrichtung oder Praxis oder jedes andere Mittel an, durch das eine identische Rückverfolgung ermöglicht wird;

2° die Einwegbehälter aus Plastik mit einem Fassungsvermögen von höchstens 10 Litern, die mit dem in der Anlage I erwähnten Logo der Abfälle der Klasse B2 versehen sind. Der Behälter, in den solche Behälter von höchstens 10 Litern platziert werden, wird wie in den §§ 1 und 2 beschrieben etikettiert.

Art. 13 - Es ist verboten, Abfälle der Klasse B2 zu verdichten.

Art. 14 - Die Höchstmenge der auf dem Gelände gelagerten Abfälle der Klasse B2 wird in den Sonderbedingungen festgesetzt

Art. 15 - Die Dauer der Lagerung überschreitet nicht 24 Stunden. Diese Dauer kann auf eine Woche erhöht werden, wenn der Lagerungsraum auf eine Temperatur unter 10 °C abgekühlt wird.

Art. 16 - Der Betreiber muss über einen Arbeitsplan verfügen. Dieser Arbeitsplan enthält mindestens:

- 1° die erforderlichen Anweisungen, um unter jeglichen Umständen den guten Arbeitsablauf des Betriebs unter Einhaltung der Bestimmungen in Sachen Abfälle, sowie der vorliegenden Bedingungen zu gewährleisten;
- 2° die erforderlichen Anweisungen, um die Sauberkeit des Betriebs ständig zu gewährleisten;
- 3° die für das Personal im Falle eines Brandes oder eines Unfalls bestimmten Anweisungen;
- 4° die Organisation der Annahme der Abfallmengen;
- 5° die Organisation der Abfuhr der Abfälle.

Art. 17 - Die Vorgänge in Bezug auf die Zusammenstellung und die Sortierung von Abfällen der Klasse B2 sind nur in Anwesenheit und unter der Aufsicht eines Beauftragten erlaubt, der über alle aufgrund des in Artikel 16 erwähnten Arbeitsplans erforderlichen Anweisungen verfügt.

Art. 18 - Sobald ein Abfluss eines Abfalls der Klasse B2 festgestellt wird, wird der Ort gesäubert. Die Säuberungsrückstände dürfen nicht direkt in den Untergrund, in eine öffentliche Kanalisation oder in das Oberflächenwasser abgeleitet werden.

KAPITEL IV — *Feuer- und Unfallverhütung*

Art. 19 - Die Lagerflächen werden so geplant und gebaut, dass:

1° Unfälle bei den Lagervorgängen und den Verrichtungen zum Laden der Fahrzeuge vermieden werden;

2° keine Streuung der Abfälle stattfindet;

3° die Belästigungen für die Nachbarschaft, die wegen des Vorhandenseins oder der Betreibung dieses Lagers entstehen könnten, wirksam begrenzt werden.

Art. 20 - Vor der Durchführung des Projekts und vor jeglicher Änderung der Räumlichkeiten und/oder der Betriebsverhältnisse, aus denen sich eine Änderung der Brandgefahr oder der Ausbreitung des Feuers ergeben könnte, informiert der Betreiber den örtlich zuständigen Feuerwehrdienst über die getroffenen Maßnahmen und die eingesetzten Ausrüstungen in Sachen Brand- und Explosionsverhütung und -bekämpfung im Rahmen des Schutzes der Öffentlichkeit und der Umwelt.

KAPITEL V — *Wasser*

Art. 21 - Die Bedingungen für die Ableitung des Abwassers werden in den Sonderbedingungen bestimmt.

KAPITEL VI — *Sicherheit*

Art. 22 - Die in Artikel 55 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnte Sicherheit wird erfordert. Ihr Betrag wird in den Sonderbedingungen festgelegt.

KAPITEL VII — *Kontrolle und Selbstüberwachung*

Art. 23 - Der Betreiber führt ein Register, so wie es durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. April 1992 über die gefährlichen Abfälle bestimmt wird.

Art. 24 - Dieses Register wird im Betriebssitz aufbewahrt. Es wird dem mit der Überwachung beauftragten Beamten ständig zur Verfügung gehalten und mindestens fünf Jahre nach dem Datum der Ausstellung des Dokuments aufbewahrt.

Art. 25 - Das abgeleitete Abwasser wird durch eine folgenden Anforderungen genügende Kontrollvorrichtung abgeführt:

1° eine leichte Entnahme von Proben vom abgeleiteten Wasser ermöglichen;

2° leicht zugänglich sein, dies ohne vorherige Formalität;

3° an einem Ort stehen, der alle Garantien in Bezug auf die Menge und die Qualität des Wassers bietet.

Art. 26 - Jede versehentliche Ableitung in das Oberflächenwasser wird dem mit der Überwachung beauftragten Beamten mitgeteilt.

Jede versehentliche Ableitung in die öffentliche Kanalisation wird dem mit der Überwachung beauftragten Beamten und der zugelassenen Klärungseinrichtung mitgeteilt.

KAPITEL VIII — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 27 - Der Königliche Erlass vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser ist auf die in dem vorliegenden Erlass erwähnten Betriebe nicht mehr anwendbar.

Art. 28 - Der vorliegende Erlass ist ab seinem Inkrafttreten auf die bestehenden Betriebe anwendbar.

In Abweichung von Absatz 1:

1. 1° findet Artikel 3 keine Anwendung auf die bereits bestehenden Betriebe;

2. ist Artikel 25 spätestens ein Jahr nach dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses auf die bereits bestehenden Betriebe anwendbar.

Art. 29 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 5. Dezember 2008

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

Anlage
Logo der Abfälle der Klasse B2



Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen betreffend die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung von Anfällen der Klasse B2 beigefügt zu werden.

Namur, den 5. Dezember 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 36

[2008/204831]

5 DECEMBER 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de hergroepering of de sortering van afval van klasse B2

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 7, 8 en 9;

Gelet op het advies 44.285 van de Raad van State, gegeven op 14 april 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat de voorschriften van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, die aanvankelijk zijn genomen ter uitvoering van artikel 3, § 1, van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging, nu opgeheven, voortaan hun wettelijke grondslag vinden in de bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning op grond waarvan de Regering bevoegd is om algemene voorwaarden in de zin van hoofdstuk I, afdeling III, van dit decreet vast te leggen;

Overwegende dat de Regering, wanneer ze sectorale voorwaarden vastlegt, krachtens artikel 5, § 2, derde lid, van het decreet van 11 maart 1999 slechts van de algemene voorwaarden mag afwijken voor zover ze die afwijking motiveert;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 nu gedeeltelijk verouderd is; dat sommige van de bepalingen ervan immers zijn opgenomen in Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt (hoofdstuk VI. - Algemeen reglement voor de sanering van het stedelijk afvalwater) wat betreft het huishoudelijk afvalwater en in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Overwegende dat sommige parameters bedoeld in het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 tegenwoordig niet meer relevant zijn, niet meer toepasselijk zijn op het geheel van de activiteitensectoren of verwijzen naar analysemethodes die nu verboden zijn, o.a. :

- de ontbindingstest met methyleenblauw, een parameter die niet meer wordt gebruikt;
- de met tetrachloorkoolstof afscheidbare koolwaterstoffen, waarvan de analyse nu verboden is en waarvoor een andere methode wordt gebruikt;

Overwegende ten slotte dat de niet-toepassing van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 als gevolg heeft dat het aantal reglementaire teksten die op een inrichting toepasselijk zijn beperkt wordt en zodoende beantwoordt aan de wil van de Waalse Regering om een programma voor administratieve rationalisering en vereenvoudiging aan te nemen;

Overwegende dat dit ontwerp van besluit aan de Europese Commissie meegedeeld werd overeenkomstig artikel 2 van Richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij; dat de Europese Commissie geen opmerking i.v.m. dit besluit heeft gemaakt;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en begripsomschrijving*

Artikel 1. Deze sectorale voorwaarden zijn van toepassing op de installaties voor de hergroepering en de sortering van afval van klasse B2 zoals bedoeld in artikel 1, 6^o, van het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 betreffende de afval van ziekenhuis- en gezondheidszorgactiviteiten met een opslagcapaciteit van 250 kg of meer bedoeld in rubriek 90.21.02.02 van bijlage I bij het besluit van Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt onder bestaande inrichting verstaan de inrichting die behoorlijk vergund is vóór de inwerkingtreding van dit besluit. De inrichting waarvoor de vergunningsaanvraag vóór de inwerkingtreding van dit besluit is ingediend, wordt met een bestaande inrichting gelijkgesteld. De ombouw of uitbreiding van een inrichting die de uitbater vóór de inwerkingtreding van dit besluit vermeld heeft in het register bedoeld in artikel 10, § 2, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt met een bestaande inrichting gelijkgesteld.

HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw*

Art. 3. De inrichting mag niet gevestigd worden :

- 1^o op minder dan 10 meter van een oppervlaktewater, een piëzometer, een inlaat van een openbare riolering;
- 2^o in een waterwingebied zoals bedoeld in de artikelen R.147, R.157, 159, § 1, 1^o, en R.160 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;
- 2^o in een preventiegebied zoals bedoeld in de artikelen R.159, § 1, 1^o en R.160 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

Art. 4. De inrichting is afgesloten met een omheining van minstens twee meter hoog opdat de personen die niet op de site werken en de voertuigen geen toegang kunnen krijgen buiten de openingstijden.

Andere materiële, stevige en vaste middelen kunnen aangewend worden voor zover ze dezelfde graad van bescherming en veiligheid als de omheining garanderen. De voertuigen van de regionale brandweerdienst hebben vanaf de openbare weg vlotte toegang tot de opslagplaats.

Art. 5. Bij de ingang van de inrichting staat duidelijk vermeld op welke dagen en uren afval aangenomen wordt.

Art. 6. De dagen en uren waarop afval aangenomen wordt, liggen vast in de bijzondere voorwaarden.

Art. 7. De afvalstoffen van klasse B2 worden opgeslagen in een daartoe bestemde opslagruimte. Afvalstoffen van klasse B2 zijn niet toegankelijk voor het publiek en personen die niet door de exploitant gemachtigd zijn.

Art. 8. De inrichting beschikt over een overdekt en gesloten lokaal met een opslagruimte voor afval van klasse B2.

Die opslagplaats voldoet aan de volgende vereisten :

- ze kan makkelijk gereinigd en ontsmet worden en doeltreffend verlucht worden;
- ze is voorzien van een bodem of een vloer, alsook van muren of wanden die geen vloeistoffen doorlaten en bestand zijn tegen ontvettingsproducten, die vlak genoeg en makkelijk te reinigen zijn;
- ze beschikt over een waterdichte retentietank met voldoende capaciteit en zonder overlooppijp om afwatering naar buiten te voorkomen.

HOOFDSTUK III. — *Exploitatie*

Art. 9. Binnen het opslaglokaal wordt geen afval van klasse B2 gehanteerd, behalve wat de houders betreft.

Art. 10. In de hergroeperings- of sorteerinstallatie worden enkel afvalstoffen van klasse B2 toegelaten die verpakt zijn in verpakkingen met het identificatienummer UN 3291 zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 9 maart 2003 betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen, en die voldoen aan de volgende voorwaarden :

1^o hetzij ze zijn verpakt in een hard kunststofvat voor eenmalig gebruik. Dat vat is ondoorzichtig en waterdicht, bestand tegen scheuren en stoten ondanks alle hanteringens waaraan het onderworpen kan worden. Het lekt niet in verticale positie, sluit hermetisch af en kan, zodra het gesloten is, niet meer zonder beschadiging geopend worden;

2^o hetzij ze zijn verpakt in een kartonnen vat voor eenmalig gebruik, voorzien van een binnenzak met dubbele lassing, bestand tegen scheuren, goed sluitend, lekdicht. Het vat is aangepast aan de aard en aan het gewicht van de inhoud en bestand tegen stoten;

3^o hetzij ze zijn verpakt in een herbruikbare, ondoorzichtige en waterdichte vervoercontainer, bestand tegen scheuren en stoten ondanks alle hanteringens waaraan hij onderworpen kan worden. In dit geval worden de afvalstoffen van klasse B2 eerst in een kunststofzak verpakt. Die zak is aangepast aan de aard en aan het gewicht van de inhoud.

Art. 11. In de hergroeperings- of sorteerinstallatie worden enkel puntige, snijdende en scherpe voorwerpen toegelaten die verpakt zijn in een hard kunststofvat voor eenmalig gebruik, met een maximuminhoud van 60 liter. Dat vat is ondoorzichtig en bestand tegen sneeën, prikken, scheuren en stoten, ondanks alle hanteringens waaraan het onderworpen kan worden. Het lekt niet in verticale positie, sluit hermetisch af en kan niet meer zonder beschadiging geopend worden wanneer het eenmaal gesloten is.

Art. 12. In de hergroeperings- of sorteerinstallatie worden enkel toegelaten :

1^o de vaten voor afval van klasse B2 (hard kunststofvat, kartonnen vat en kunststofzak geplaatst in een container), met uitzondering van de harde kunststofvaten voor eenmalig gebruik met een maximuminhoud van 10 liter, voorzien van de melding "DECHETS DE CLASSE B2" en van het logo van afval van klasse B2 zoals bedoeld in bijlage I. Die melding is gedrukt in zwarte drukletters van minimum 2 centimeter hoog en is tegen water bestand. Ze wordt hetzij geplakt, hetzij gedrukt, hetzij in reliëf geschreven op een gele achtergrond van minimum formaat A4.

Deze vaten voor afval van klasse B2 vermelden de naam, het adres en het telefoonnummer van de medische instelling of van het medisch kabinet of elk ander middel dat een soortgelijke opspoorbaarheid toelaat;

2^o de kunststofvaten voor eenmalig gebruik, met een maximuminhoud van 10 liter, voorzien van het logo van de afvalstoffen van klasse B2 zoals bedoeld in de bijlage. Het vat, waarin dergelijke vaten van maximum 10 liter opgeslagen worden, wordt geëtiketteerd op de wijze omschreven in de §§ 1 en 2.

Art. 13. Het is verboden afval van klasse B2 samen te persen.

Art. 14. De maximumhoeveelheid afval van klasse B2 opgeslagen op de site wordt vastgelegd in de bijzondere voorwaarden.

Art. 15. De opslagduur bedraagt niet meer dan 24 uur. Die duur kan een week bedragen indien er een temperatuur van minder 10 °C in het opslaglokaal heerst.

Art. 16. De exploitant is verplicht over een werkplan te beschikken. Dat werkplan bevat hoe dan ook :

1° de instructies die nodig zijn om in alle omstandigheden te zorgen voor de vlotte werking van de inrichting, met inachtneming van de bepalingen inzake afval, alsook van deze voorwaarden;

2° de instructies die nodig zijn om voortdurend te zorgen voor de netheid van de inrichting;

3° de instructies voor het personeel in geval van brand of ongeval;

4° de organisatie van de inontvangstneming van de partijen afval;

5° de organisatie van de afvoer van de afval.

Art. 17. De handelingen tot hergroepering en sortering van afval van klasse B2 mogen slechts verricht worden in aanwezigheid en onder toezicht van een aangestelde die beschikt over alle vereiste instructies waarin voorzien wordt in het werkplan bedoeld in artikel 16.

Art. 18. Zodra vastgesteld wordt dat een afvalstof van klasse B2 overvloeit, wordt er gereinigd. De reinigingsresten mogen niet rechtstreeks in de ondergrond, in een openbare riolering of in een oppervlaktewater geloosd worden.

HOOFDSTUK IV. — *Ongevallen- en brandpreventie*

Art. 19. De opslagplaatsen worden ontworpen en ingericht zodat :

1° ongevallen voorkomen kunnen worden bij de opslaghandelingen en het laden van de voertuigen;

2° afvalverspreiding voorkomen kan worden;

3° hinder voor de buurt, als gevolg van het bestaan en de exploitatie van de opslagplaats, naar behoren beperkt kunnen worden.

Art. 20. Vóór de tenuitvoerlegging van het project en vóór elke wijziging van de plaats en/of de exploitatieomstandigheden die de risico's voor brand of voor de verspreiding ervan zouden kunnen wijzigen, verstrekt de exploitant de territoriaal bevoegde brandweerdienst informatie over de getroffen maatregelen en de aangewende uitrustingen inzake de preventie en de bestrijding van brand en ontploffingen, met inachtneming van de bescherming van de bevolking en het leefmilieu.

HOOFDSTUK V. — *Water*

Art. 21. De voorwaarden voor het lozen van afvalwater liggen vast in de bijzondere voorwaarden.

HOOFDSTUK VI. — *Zekerheid*

Art. 22. De zekerheid bedoeld in artikel 55 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt geëist. Het bedrag ervan ligt vast in de bijzondere voorwaarden.

HOOFDSTUK VII. — *Controle en zelftoezicht*

Art. 23. De exploitant houdt een register zoals omschreven in het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de gevaarlijke afvalstoffen.

Art. 24. Het register wordt op de exploitatiezetel bewaard. Het ligt voortdurend ter inzage van de toezichthoudende ambtenaar en wordt gedurende minstens vijf jaar na de emissiedatum ervan bewaard.

Art. 25. Het geloosde water wordt afgevoerd via een controlevoorziening die aan de volgende vereisten voldoet :

1° een vlotte monsterneming van het geloosde water mogelijk maken;

2° vlot toegankelijk zijn, zonder voorafgaande formaliteit;

3° geïnstalleerd zijn op een plek die alle garanties biedt inzake waterkwantiteit en -kwaliteit.

Art. 26. Accidentele lozingen in oppervlaktewater worden meegedeeld aan de toezichthoudende ambtenaar.

Accidentele lozingen in openbare rioleringen worden meegedeeld aan de toezichthoudende ambtenaar en aan de erkende zuiveringsinstelling.

HOOFDSTUK VIII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 27. Het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater is niet meer van toepassing op de inrichtingen bedoeld in dit besluit.

Art. 28. Dit besluit is van toepassing op de bestaande inrichtingen zodra het in werking treedt.

In afwijking van het eerste lid :

1. 1° is artikel 3 niet van toepassing op de bestaande inrichtingen;

2. 2° is artikel 25 uiterlijk een jaar na de datum van inwerkingtreding van dit besluit van toepassing op de bestaande inrichtingen.

Art. 29. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 december 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Bijlage

Logo van de afvalstoffen van klasse B2



Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de hergroepering of de sortering van afval van klasse B2.

Namen, 5 december 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 37

[C — 2008/27154]

12 DECEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon portant désignation des inspecteurs sociaux chargés de la surveillance et du contrôle de la législation relative à l'occupation des travailleurs étrangers

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, notamment l'article 11;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2001 portant désignation des inspecteurs sociaux chargés de la surveillance et du contrôle de la législation relative à l'occupation de main-d'œuvre étrangère;

Vu l'avis du Ministre de la Fonction publique, donné le 14 novembre 2008;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les inspecteurs sociaux désignés afin de surveiller l'application de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers et de ses arrêtés d'exécution sont les membres de la Direction de l'Inspection sociale du Département de l'Inspection de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie.

Art. 2. Les inspecteurs sociaux visés à l'article 1^{er} prêtent serment en cette qualité entre les mains du Ministre de la Fonction publique ou de son délégué.

Dès après leur prestation de serment, les inspecteurs sociaux reçoivent les pièces justificatives de leurs fonctions établies conformément au modèle annexé au présent arrêté.

Art. 3. Les inspecteurs sociaux visés à l'article 1^{er} exercent cette surveillance conformément à la loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail.

Art. 4. L'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2001 portant désignation des inspecteurs sociaux chargés de la surveillance et du contrôle de la législation relative à l'occupation de main-d'œuvre étrangère est abrogé.

Art. 5. Le Ministre de l'Emploi et le Ministre de la Fonction publique, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 décembre 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT